

# Lutte contre le changement climatique

## Ce que l'on entend par là - Notre objectif

La réalité et l'ampleur du changement climatique se confirment chaque jour un peu plus (diminution accélérée de la calotte glaciaire, phénomènes météorologiques plus forts et plus nombreux, etc.) ; les conséquences à terme peuvent être considérables redessinant les zones habitables et cultivables, pas seulement à cause de l'élévation du niveau des mers, mais aussi de la hausse des températures.

Notre objectif est que l'Union européenne se mobilise à la hauteur de la crise et des défis climatiques et entraîne avec elle le plus possible d'Etats dans cette lutte pour conclure un bon accord lors de la Conférence de Copenhague.

## Où en sommes-nous ?

- Engagement international ancien de l'Union européenne pour la conclusion du Protocole de Kyoto ; acceptation d'un objectif de réduction de 8% de ses émissions de CO2 d'ici à 2012
- Adoption en 2003 du premier système d'échanges de quotas d'émissions de CO2, et adoption du "paquet Climat" en décembre 2008 (révision entre autres du système d'échanges de quotas d'émissions de CO2)
- **Le "paquet Climat" : réduire de 20% les émissions de CO2 par rapport au niveau de 1990, porter à 20% la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie et améliorer de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020.**
- **Attention : L'adoption du "paquet Climat" était nécessaire, mais il est insuffisant pour que l'UE soit en mesure de relever le défi du changement climatique.** L'Union européenne, par la voix de Barroso, tient un discours ambigu quant à son engagement réel dans la lutte contre le changement climatique tant en direction des Etats-Unis que des pays en développement et émergents. Les ONG environnementales, mais aussi certains Etats du Sud, s'inquiètent du contenu insuffisant du "paquet Climat".

## La position de la droite et des libéraux

- Si la droite souscrit au principe de la lutte contre le changement climatique, son obsession est de maintenir la compétitivité de l'économie européenne. Elle s'est aussi opposée très majoritairement à l'objectif plus ambitieux de 30% de réduction de CO2 dès 2020..

- Beaucoup de concessions ont été accordées aux Etats membres les plus récalcitrants (Italie, Allemagne, Pologne, etc.) face à un engagement plus soutenu en matière de réduction des émissions de CO2.

- Le paquet Climat ayant été bouclé en moins d'un an, la Présidence française de l'Union européenne voulant des résultats court-termistes affichés dans la presse. Cette précipitation a contribué à affaiblir les ambitions déclarées au printemps 2007. La responsabilité des chefs d'Etat et de gouvernement, très majoritairement de droite, est importante dans cet affaiblissement. La décision au consensus sur le "paquet Climat", décidée lors du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2008, a été une prime aux Etats membres les moins-disant en matière de lutte contre le changement climatique

## Ce que nous proposons

- réduire les émissions de CO2 de 30% en 2020 et d'au moins 60%, voire 80% en 2050
- réduction des émissions de gaz à effet de serre prioritairement au sein de l'Union européenne, en raison de sa responsabilité particulière dans le changement climatique, avec les Etats-Unis
- instaurer une taxe carbone pour les produits importés dans l'Union d'Etats n'ayant pas ou ayant une législation faible en matière de lutte contre le changement climatique et les émissions polluantes

- investir plus massivement dans les modes de production (investissement dans la recherche et l'innovation) et de circulation plus sobres en carbone, notamment en encourageant les services publics de transport (personnes et marchandises)
- adopter des dispositions plus contraignantes en matière d'efficacité énergétique, notamment dans le secteur du bâtiment qui représente un potentiel d'économie d'énergie (réduction de la facture énergétique des ménages) et de réduction des émissions de CO2 non négligeable
- soutenir les pays en développement et émergents dans leur lutte contre le changement climatique lutter contre la déforestation (qui n'est pas seulement liée au développement des agro-carburants) et pour la reforestation, en intégrant des conditions environnementales mais aussi sociales (réintégration des populations déplacées, par exemple),
- adopter une approche plus prudente en matière de développement et de promotion des agro-carburants
- Le budget européen doit être réorienté vers la croissance écologique et innovante. Ce budget a par principe une fonction de solidarité, il doit aider à améliorer le niveau de vie, à soutenir la cohésion et la croissance dans toute l'Europe et à réaliser la convergence économique des régions les moins développées de l'Union, notamment dans les nouveaux Etats membres.